

TOUR D'ISÈRE



SYNTHÈSE

10 dates à la rencontre
des élus et habitants
pour parler transitions...



GUILLAUME GONTARD SÉNATEUR DE L'ISÈRE

PERMANENCE PARLEMENTAIRE

3, rue Gabriel Péri | 38000 GRENOBLE | T. 04 38 86 28 74
g.gontard@senat.fr | www.guillaume-gontard.fr |   

Partageons-nous le même constat ? C'était mieux avant !

PAROLES RECUEILLIES LORS DES RENCONTRES

« *La question n'est pas de savoir si on vivait mieux hier, c'est de savoir si on vivra mieux demain ?* »

ENTENDU À ORNON

« *Nous allons devoir imaginer d'autres formes, inventer d'autres modèles, créer d'autres possibles... Il en va de notre survie collective.* » ENTENDU À LA BUISSE

Environnement

AVANT

- Moins dégradé • Moins de voitures
- Moins de pollution • Consommation raisonnée et moins destructrice • Empreinte carbone plus faible
- Maîtrise du foncier agricole...

MAINTENANT

- Valorisation des déchets • Développement des énergies renouvelables • Prise de conscience écologique • Engagement des jeunes générations en faveur du climat • Recherche de solutions alternatives...

Vivre ensemble

AVANT

- Lien social plus solide, moins d'individualisme
- Service public plus développé et plus humain
- Engagement politique, syndicaliste & associatif plus fort • Solidarité familiale plus grande
- Meilleure prise en charge des aînés
- Meilleure répartition des richesses...

MAINTENANT

- Prise de conscience citoyenne et démocratique
- Conscience écologiste • Meilleures conditions de vie
- Plus de libertés individuelles • Plus d'égalité femmes-hommes • Plus d'attention portée à la parentalité • Plus grande attention médiatique sur les faits de violence • Plus grande reconnaissance des droits fondamentaux...

« *Oui la planète est malade, elle crève de ses inégalités [...] L'argent à outrance pour une poignée. Et si la fin est annoncée, l'après se prépare. Peut-être est-ce déjà le cas...* »

Extrait de *C'était mieux avant*
de Michel SERRES

Santé

AVANT

- Moins de maladies liées à la pollution
- Remboursement de l'homéopathie • Service public de santé plus fiable et plus humain • Meilleure offre de santé dans les territoires ruraux...

MAINTENANT

- Plus grande espérance de vie • Avancée de la recherche médicale • Bonne prise en charge des frais de santé (sécurité sociale et mutuelle devenue obligatoire pour les employeurs)
- Développement des médecines douces
- Reconnaissance de maladies professionnelles...

Emploi

AVANT

- Moins de stress • Moins de précarité • Meilleure représentation du personnel • Moins d'inquiétude face à l'avenir pour les nouvelles générations
- Ascenseur social plus performant • Plein emploi
- Syndicalisme plus fort...

MAINTENANT

- Création d'emplois nouveaux • Reconnaissance de la pénibilité au travail • Possibilité de créer son emploi • Formation tout au long de la vie professionnelle • Plus grande représentativité des femmes dans tous les emplois et postes à responsabilité • Plus de facilité pour des projets de reconversion professionnelle...

« *Avant on était surtout plus insouciant...* »

ENTENDU À LA TERRASSE

Chiffres clés et enjeux



■ HAUSSE DE LA PRÉCARITÉ

- Selon l'Insee, le pouvoir d'achat rapporté au nombre de personnes du foyer n'a pas augmenté depuis 2008.
NOTE DE CONJONCTURE INSEE, DÉCEMBRE 2018
- Revenu décent pour vivre décemment se situe entre 1 424 € pour une personne seule active, et 3 284 € pour un couple avec deux enfants.
- En 2016, 8,8 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté monétaire – 1026 euros par mois – en 2016.

+ 1 millions de personnes pauvres entre 2005 et 2015

■ MOBILITÉS CONTRAINTES

- 67 % des automobilistes déclarent ne pas avoir la possibilité de choisir leur mode de déplacement. *OBSERVATOIRE DES MOBILITÉS ÉMERGENTES, 2017*
- 32 % des ménages des grandes agglomérations disent ne pas avoir d'autre choix que la voiture pour se déplacer au quotidien, 83 % dans les communes rurales isolées.

La mobilité est devenue une source de fracture territoriale.

■ REcul DES SERVICES PUBLICS

- 58 % des ruraux considèrent que l'accès aux services publics s'est dégradé au cours des dernières années. *SONDAGE IFOP POUR FAMILLES RURALES, 2018*
- L'augmentation de la dématérialisation des services publics éloigne la relation à l'utilisateur.
- 7,5 millions de personnes n'ont pas de couverture Internet de qualité.
RAPPORT DÉFENSEUR DES DROITS, 2018
- Externalisation accrue des services publics vers le secteur privé.

Les Français classent la France des campagnes en première position des territoires délaissés ou abandonnés du pays.

■ L'URGENCE CLIMATIQUE

- Si le réchauffement planétaire se poursuit jusqu'à atteindre +4,5°C, près de 50 % des espèces qui vivent actuellement dans les régions les plus riches en biodiversité seront menacées d'extinction d'ici 60 ans.
ÉTUDE SCIENTIFIQUE AVEC WWF, MARS 2018
- Le dernier rapport du GIEC précise donc qu'il est primordial de ne pas dépasser la barre des +1,5°C, sachant que nous sommes déjà à +1°C.

**Déjà +2°C environ depuis 1950 dans les Alpes.
C'est deux fois plus que la moyenne mondiale,
la région des Alpes est celle qui se réchauffe le plus en France.**

Comment agir localement
pour une transition écologique, sociale
et démocratique heureuse ?

Transports et mobilité

Comment développer des solutions de mobilité accessibles à toutes et tous ?

« Avec la voiture, il nous faut passer d'un usage individuel à un usage collectif. »

PAROLE DE CITOYEN

LEVIERS	FREINS
<ul style="list-style-type: none">• Rendre accessible les transports en commun• Instaurer la gratuité des transports avec une offre satisfaisante• Généraliser les véhicules propres• Repenser l'aménagement des territoires en diminuant les déplacements domicile-travail	<ul style="list-style-type: none">• Peu d'incitation au covoiturage• Offre en auto-partage encore trop peu développée• Coût des transports en milieu rural• Compétence mobilité exercée par plusieurs niveaux de collectivités• Les moyens concentrés sur le tout électrique

PISTES

- Implantation de stations d'auto-partage
- Création de voies réservées au covoiturage
- Développement du ferroviaire
- Rebâtir de la proximité géographique entre le domicile, l'école, le travail et les services
- Une voiture propre par famille
- Faire tester et mettre à disposition des vélos électriques
- Développer des outils d'aide à la mutualisation de vélos et voitures entre particuliers
- Encourager les espaces de coworking et le télé-travail
- Développer l'e-mobilité : communiquer en temps réel les horaires et les durées de trajet, favoriser la mise en lien entre covoitureurs
- S'appuyer sur les outils numériques

CONDITIONS DE RÉUSSITE

- Impliquer plus les citoyens et les entreprises dans la mise en place de solutions de transport
- Réduire le nombre de collectivités gestionnaires des transports pour plus de cohérence et d'harmonisation de l'information et de l'offre (tarification, horaires, billetterie)
- Relocaliser l'économie et l'emploi
- Penser "démobilité" dans les politiques d'aménagement du territoire

LES INITIATIVES QUI MARCHENT



GRATUITÉ DES TRANSPORTS PUBLICS

Aujourd'hui en France, près de 30 collectivités pratiquent la gratuité totale des transports publics. Leurs objectifs varient selon le contexte local : optimiser le service, assurer le libre accès de tous aux transports, limiter l'usage de la voiture ou encore renforcer l'attractivité du centre-ville. Ces collectivités sont en grande majorité de petite taille : près de la moitié comptent moins de 15 000 habitants. Avec 200 000 habitants, la **communauté urbaine de Dunkerque** est la plus grande collectivité ayant fait ce choix.

EN SAVOIR + Guillaume Gontard, rapporteur de la mission d'information sénatoriale sur la gratuité des transports publics > www.guillaume-gontard.fr

RÉINVENTER L'USAGE DES GARES

Faire de la gare un lieu de vie proposant de nouveaux services : espace de coworking, garderie, bibliothèque, commerces locaux, maison de services publics, location de vélo et autopartage, livraison de paniers de légumes...

➤ COMMUNE DE **ROANNE** [LOIRE - 35 000 HABITANTS]

Installée en 2010 dans l'ancienne consigne de la gare, une crèche accueille aujourd'hui 10 enfants de 7h30 à 18h pour les habitants du quartier, mais aussi pour les utilisateurs du train : 5 places sont réservées aux personnes qui ont un abonnement train.

Agriculture locale et alimentation

Comment favoriser une agriculture locale pour une alimentation de qualité en restauration collective ?

- 80% des produits alimentaires en ville sont importés
- La France importe 40% de ses fruits et légumes
- Sur certaines filières fruits et légumes la France a perdu 50% de sa capacité de production
- 60% des produits servis dans les cantines sont importés

« **Notre alimentation est notre première médecine.** »

SERMENT D'HIPPOCRATE

LEVIERS	FREINS
<ul style="list-style-type: none">• Plus d'expériences de collectivités réussies• Évolution législative qui encourage le bio et le local• Attentes fortes de la population pour plus de qualité• Des agriculteurs de plus en plus engagés dans les circuits courts	<ul style="list-style-type: none">• Crainte de surcoût liés au personnel, investissement ou augmentation du prix du repas par le prestataire• Peur que l'approvisionnement ne suive pas

PISTES

- Travailler à un projet alimentaire de territoire : état des lieux de la production, structuration et mise en réseau
- Encourager les projets de fermes communales en lien avec la restauration collective
- Recenser les besoins alimentaires sur plusieurs communes
- Mutualiser les plateformes d'approvisionnement en mettant en relation les producteurs locaux

LES INITIATIVES QUI MARCHENT

RESTAURATION COLLECTIVE

➤ COMMUNE DE **MÉAUDRE**
[PLATEAU DU VERCORS - 2 950 HABITANTS]

Le centre de vacances **Bois de Lune** propose une restauration collective dont l'approvisionnement est bio et local. Gîte de groupe, le Bois de Lune accueille des groupes de vacanciers toute l'année, mais est aussi en charge de la gestion de la cantine de Méaudre. Après avoir constitué un important réseau de fournisseurs, les menus proposés sont composés à 80% de produits bio. Environ 50 000 repas préparés par an.

EN SAVOIR + Un plus Bio, Cantine Bio : le guide pratique des élus.

CONDITIONS DE RÉUSSITE

- Volonté politique pour porter un projet alimentaire de territoire
- Ne pas se limiter qu'aux aspects agricoles alors que les enjeux sont plus larges (éducation, sociaux, sanitaires...)
- Maîtrise du foncier agricole, besoin de la force publique pour insuffler une dynamique agricole locale
- Faciliter l'accès à l'info et la mise en réseau des producteurs/collectivités
- Associer au plus tôt les agriculteurs et les habitants

Ce que dit la loi

Adoption en 2018 de la loi Agriculture et Alimentation. Au plus tard au 1/01/2022, les repas à cantine devront être constitués de 50% de produit durables dont 20% de bio.



VENTE DIRECTE

La Charrette Bio est une association, créée et administrée par 15 producteurs de la région grenobloise 100% bio et locaux. Ils se sont regroupés pour proposer les produits de leurs fermes (pains, paniers de légumes, œufs, viandes, bières...). Les commandes se font par Internet et la livraison dans différents points relais toute la semaine.

EN SAVOIR + www.lacharrettebio.fr

Démocratie participative

Comment retisser du lien entre les élus et les citoyens et redonner confiance dans l'action publique ?

« La participation est indispensable pour répondre à la crise démocratique que connaît notre pays et porter les défis de société : elle est nécessaire pour accompagner le changement. »

GUILLAUME GONTARD, PRÉAMBULE AU TOUR D'ISÈRE

LEVIERS

- Prise de conscience de plus en plus forte des élus sur la nécessité d'impliquer les citoyens dans la vie publique
- Augmentation de l'expertise d'usage (transports en commun par exemple)
- Multiplication des expériences de participation menées dans les collectivités : nouvelle forme de gouvernance

FREINS

- Crainte des élus de la lourdeur des démarches de concertation
- Peur d'une remise en cause de la démocratie représentative
- Contexte législatif en retard sur les processus de concertation et votation citoyenne

PISTES

- Débattre en local de sujets nationaux
- Commissions ouvertes extra-municipales
- Budget participatif
- Proposer un mode de gouvernance ouverte aux citoyens
- Favoriser les espaces de concertation sur des opérations concrètes ou sous la forme d'un processus en continu
- Mise en place d'un conseil citoyen
- Conforter les conseils locaux de développement

CONDITIONS DE RÉUSSITE

- Favoriser l'éducation à la citoyenneté : restaurer le commun et l'intérêt collectif
- Admettre la capacité et la légitimité productive des citoyens organisés ou non
- Laisser des espaces de co-décisions sur des aspects du projet non bouclé
- Être clair sur les champs de concertation du projet
- Qu'il y ait du temps, de l'ouverture, de la sincérité et de la confiance
- Que l'engagement de la concertation soit pris dès le départ au moment des élections

LES INITIATIVES QUI MARCHENT

BUDGET PARTICIPATIF

➤ COMMUNE DE **LAVAL**
[ISÈRE - 1 000 HABITANTS]

Sur le budget 2019 de la commune, 10 000 € HT ont été votés pour soutenir un ou plusieurs projets portés par des habitants ou collectif d'habitants. Parmi les critères : projet d'intérêt général, apport d'un nouveau service sur la commune. Pour la première édition, une dizaine de projets ont été retenus : cabanon d'objets partagés, réfection de bassin, parcours de course d'orientation, table de ping-pong extérieure...

EN SAVOIR + www.laval-en-belledonne.fr



Nouvelles offres de services

Comment repenser l'offre de services pour redynamiser les territoires et garantir un accès équitable ?

Depuis plusieurs années, les services publics se sont réorganisés, particulièrement en milieu rural. Face à un désengagement de l'État, la baisse de ressources financières, les services publics classiques disparaissent, se concentrent dans les villes et se dématérialisent. Or les besoins sont pourtant là, et les habitants et élus locaux s'organisent pour répondre aux besoins de services, à la nécessité de créer des lieux de rencontre et de vie locale car le tout numérique n'est pas une solution.

LEVIERS	FREINS
<ul style="list-style-type: none">• Implication citoyenne dans les territoires pour apporter de nouveaux services• Regain d'attractivité pour les territoires ruraux• Développement des outils numériques• Offre de services fait partie de l'attractivité des territoires• Création de nouvelles formes de services publics-privés (avec des statuts juridiques adaptés)	<ul style="list-style-type: none">• Baisse des dotations de l'État• Contraintes financières fortes sur les collectivités• Vieillesse de la population qui impliquera d'anticiper les besoins de services• Remplacer les services par du tout-numérique• Intensification des déserts médicaux et baisse du nombre de médecins généralistes et spécialistes

PISTES

- Implantation de maison de services publics
- Création de cafés associatifs
- Développement d'espaces de coworking, tiers-lieux
- Commerces itinérants accueillis dans les lieux publics
- Recherche de solutions de mobilité solidaire (exemple covoiturage et monnaie locale)
- Créations de maisons de santé pluridisciplinaires

LES INITIATIVES QUI MARCHENT

LA BONNE FABRIQUE

➤ LE SAPPEY-EN-CHARTREUSE [ISÈRE - 1 120 HABITANTS]

Le projet est né d'une réflexion d'un collectif d'habitants sur les conditions du « bien vivre ensemble » sur un territoire à la fois rural, montagnard et proche de l'agglomération grenobloise. Ce lieu a pu voir le jour grâce à la mise à disposition d'un lieu communal, en plein centre du village. Lieu multiforme : brasserie artisanale, un espace de travail partagé (coworking), un espace qui sert à la fois d'atelier créatif (arts plastiques et nouvelles technologies, avec notamment le travail du bois) et comme lieu de rencontre et d'échanges autour d'ateliers et soirées thématiques ouverts à tous.

CONDITIONS DE RÉUSSITE

- Soutien du rôle de l'élu comme facilitateur du projet (recherche de locaux, mise en réseau...)
- Faciliter la logique de mutualisation de services entre les communes des initiatives politiques et moyens
- Bonne connaissance des besoins réels de la population
- Mettre en place des solutions de mobilité pour rendre accessible l'offre de services
- Adhésion de la population pour des projets qui la concerne
- Repérer et encourager les formes d'engagement citoyen
- Nécessité de maintenir une présence de l'État en réinventant le rôle des mairies



CAFÉ-BIBLIOTHÈQUE ASSOCIATIF ET CITOYEN

➤ COMMUNE DE SAINT-MICHEL-LES-PORTES [ISÈRE - 270 HABITANTS]

En 2010, la mairie a le projet de refaire le centre village, une réunion publique est organisée. Il manque un lieu de vie, le dernier bistrot a fermé depuis quelques années. Un collectif d'habitants se monte pour proposer la création d'un lieu. Adossés au départ à une association d'animation

pour construire le projet, les bénévoles du café constituent une nouvelle association pour la gestion du lieu. Le café est ouvert les vendredis et samedis avec un espace bibliothèque. Une petite restauration est également proposée avec l'organisation d'événements.

EN SAVOIR + www.facebook.com/lepiliersud

Guillaume GONTARD

SÉNATEUR DE L'ISÈRE

« **Persuadé qu'il est urgent de mettre en place de nouvelles pratiques plus en lien avec la réalité et avec les besoins des habitants. Mon engagement est total pour tracer et porter avec les Isérois une nouvelle voie plus solidaire, citoyenne et respectueuse.** »

CARTE D'IDENTITÉ

Guillaume Gontard, sénateur de l'Isère, élu en 2017 sous les couleurs du rassemblement des forces de gauches écologistes de l'Isère, est également Vice-Président de la Commission Aménagement du Territoire et développement durable du Sénat. Architecte de formation, il a été maire pendant 10 ans de la commune du Percy dans le Trièves. Très investi dans les démarches participatives, il a favorisé sur sa commune la réalisation de nombreux projets collectifs citoyens et associatifs.



© Ulysse Guttman-Faure

Le Comité sénatorial

Mis en place pendant la campagne des sénatoriales en 2017, le comité sénatorial est composé des colistiers, d'élus locaux, de responsables politiques et de citoyens engagés réunis sur le projet d'un "engagement commun". Nous nous retrouvons chaque mois pour débattre des sujets d'actualité et porter un projet commun aux côtés des élus et des acteurs de la société civile.

Le fil rouge de notre engagement est l'accompagnement des territoires dans la transition écologique et sociale avec une attention particulière pour les communes rurales et les territoires de montagne.

